

Où est l'École de la République ?

Bertrand Gaufryau

« *L'école, la plus belle réussite de la République, le vecteur de légalité des chances...* » Par ces mots, Nicolas Sarkozy met un terme à la première partie d'un discours sur l'école, fondé sur la revanche et l'idéologie, principes sur lesquels il s'appuie pour stigmatiser la gauche. C'est bien la gauche et son idéologie folle qui, selon lui, en font la coupable et responsable des échecs de l'école de la République. La culture de l'assistanat et de la facilité aurait, selon lui, conduit l'école dans une impasse. Et pourtant, chacun est lucide devant les difficultés de la démocratisation de l'école. Après le temps de la massification, c'est bien celui de la démocratisation sur lequel nous avons collectivement buté. Certains plus que d'autres, faisant des enseignants des adversaires politiques au lieu de les considérer comme des artisans de la connaissance et de la construction des jeunes, des « pédagogos » et des non des acteurs de l'éducation.

Aux « idéologues de gauche », le Ministre-Candidat n'entend pas faire de cadeaux, selon son expression, d'une vision nostalgique ou purement comptable de l'éducation. Et pourtant, que n'a-t-il dit cela à son collègue et Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche qui vise à stigmatiser les professeurs des écoles à travers les méthodes de lecture, l'apprentissage de la grammaire ou bien la réduction des effectifs des enseignants d'une ampleur inégalée à ce jour ?

« Accomplir les promesses de la République » nécessite une rupture et une vraie : refuser de stigmatiser les personnes qui s'opposent au retour d'un certain populisme dont est friand une frange de l'électorat. Mettre au pas un inspecteur qui réfléchit et défend des idées différentes de celles de son Ministre de tutelle par une procédure administrative (même si la mobilisation de nombreux acteurs a eu raison de cette démarche), prouve la longueur du chemin à accomplir par Nicolas Sarkozy dans ce domaine de l'éducation. On ne peut être pour la liberté pédagogique et, dans le même temps, imposer aux professionnels pensant autrement de se taire en utilisant des moyens « staliniens ».

Entre tous les excès ne choisir que le juste milieu est un procédé singulier pour proposer une vision, un nouveau souffle à l'école de la République.

Des intentions apparaissent et ce n'est pas parce qu'elles émanent de Nicolas Sarkozy qu'elles sont toutes à rejeter. L'étude des langues, l'accès à la culture, aux activités artistiques, au sport sont autant de pistes à privilégier et renforcer. Le tout n'est pas de décliner de bonnes intentions, mais de savoir comment les organiser, les articuler. Comment donner les moyens adéquats aux enseignants et aux équipes pédagogiques pour qu'ils créent des outils adaptés à la construction de citoyens véritablement formés ? Et là, le silence devient assourdissant. Le mot de « rupture » serait-il devenu indécent lorsqu'on s'adresse à un corps social que l'on dit « gauchisant » ? Rupture avec les suppressions de postes répétées, le redéploiement de postes qui ne seraient consommés que pour des décharges inutiles ? Nous ne sommes pas loin du populisme.

La répartition des moyens entre établissements selon des critères liés à l'appartenance sociale des familles et une harmonisation de la carte scolaire pour en corriger les défauts récurrents constituent des pistes pleines de promesses. Mais la seule suppression de la carte scolaire pour « libérer l'école » (de quoi d'ailleurs ?) et permettre « une égalité des chances réelles » est un leurre. La concurrence exacerbée entre établissements ne pourra que renforcer la ghettoïsation. Peut-on imaginer un seul instant qu'un jeune d'un collège de ZEP trouvera les moyens réels de venir poursuivre sa scolarité dans un établissement « huppé » du centre ville ? Tous les établissements, publics et privés sous contrats doivent participer à cet effort républicain de partage des moyens, d'accueil de tous. Ce sera aussi un gage de mixité sociale et d'équilibre territorial.

Familles, discipline, autorité font aussi l'objet d'un package s'appuyant sur une incroyable méconnaissance de la réalité de l'école de la République dont le terme est abondamment employé par Nicolas Sarkozy. « Les familles auront le devoir de s'intéresser aux résultats scolaires de leurs enfants » : cela ne se décrète pas, mais se construit dans une relation de confiance avec les partenaires de l'école, professeurs, éducateurs, chef d'établissement. Ceci est un long processus qui ne doit pas reposer sur la menace, comme le propose la loi contre la délinquance, stigmatisant les familles en les convoquant devant un Conseil dont le seul objet consiste à la priver de moyens financiers. Réduire l'éducation à cela et faire des établissements scolaires seulement des lieux de transmission d'informations à des fins répressives est une vue de l'esprit. Ce n'est pas la vocation d'un collège, lycée ou d'une école.

La violence est loin d'être banalisée dans les établissements : des lieux existent pour la dénoncer, des outils pour la réguler, des personnes pour la combattre. Des conseils éducatifs, des conseils de discipline, des projets pédagogiques et éducatifs intègrent ces dimensions. Est-ce cela que dénonce le candidat UMP lorsqu'il parle d'expériences pédagogiques

hasardeuses ? La diversité des situations, des contextes locaux, permet une richesse d'expériences dont l'évaluation constitue un gage d'enrichissement pour les jeunes qui les vivent, les adultes qui les portent et les territoires qui les vivent. L'autorité enfin, ne se décrète pas plus que le soleil ou le ciel bleu. Néanmoins, outre la transmission des savoirs, les connaissances pédagogiques, la connaissance approfondie des comportements des jeunes, de leur psychologie, de la société dans laquelle nous vivons, tout comme les stages tout au long de la carrière, constituent des piliers forts de la formation des enseignants. Certes, le métier nécessite des ajustements, doit reposer sur un recrutement plus large, accepter et s'enrichir de la diversité des parcours des futurs enseignants recrutés. Mais le législateur doit apporter de la valeur ajoutée aux outils existants et non en assurer l'extinction en les torpillant par des arguments fallacieux et idéologiques, niant le travail de pédagogues qui nous sont enviés dans le monde entier.

L'excellence enfin. Car la République doit permettre cela dans le cadre de l'égalité réelle des chances. Aujourd'hui, c'est l'innovation pédagogique qui est au cœur de ce processus. C'est le dévouement et la compétence des équipes éducatives qui oeuvrent en ce sens. Rien ne pourra se faire en prenant seulement l'opinion à témoin et en caressant dans le sens d'un populisme de bon teint une partie de l'électorat. C'est bien mal connaître l'école que d'agir ainsi. A moins que ce ne soit trop bien en connaître les ressorts pour comprendre que c'est un lieu de construction de la citoyenneté, loin d'une logique libérale dans laquelle certains voudraient la faire entrer. Ce temps de l'absence de règles, de concurrence exacerbée n'est pas venu. Nous avons besoin de davantage de coopération, de mutualisation, d'innovation au service des jeunes. L'exigence de l'accompagnement vers le savoir, la connaissance et la citoyenneté est aujourd'hui l'essentiel de la mission de l'école. C'est l'école de la République que nous rêvons. C'est celle que nous avons le devoir de reconstruire ensemble en retissant les liens avec toutes celles et tous ceux qui croient que l'école n'est pas une utopie !